

Les énergies renouvelables promues par les Verts n'ont cessé d'alourdir vos factures. Et voilà pourquoi ça n'était que trop prévisible



En avril, un institut de recherche de l'Université de Chicago dirigé par un ancien économiste de l'administration Obama a découvert que les énergies solaire et éolienne rendaient l'électricité considérablement plus chère aux États-Unis.

Avec Henri
Prévot

Atlantico : Pour quelles raisons les énergies renouvelables rendent-elles l'électricité plus chère ? Est-ce vrai dans tous les pays ?

Henri Prévot : Jusqu'à aujourd'hui, en France, le coût complet de l'éolien et du photovoltaïque est plus élevé que le coût de production nucléaire ou à partir de gaz. La différence, qui apparaît sur les factures d'électricité, est en tout de 7 milliards d'euros par an.

A l'avenir, les coûts de l'éolien terrestre et, surtout, du photovoltaïque passeront en-dessous du coût de production nucléaire. Pourtant ils continueront de rendre l'électricité plus chère. En effet, ils ne produisent pas exactement quand on en a besoin. Il faut donc d'importantes capacités de stockage ou de production à partir de gaz. On peut savoir ce que cela nous coûte en utilisant un outil de simulation de l'ensemble du système de consommation, de production et de stockage d'électricité qui équilibre heure par heure la fourniture et la consommation d'électricité. J'en publie un de façon que tout le monde puisse tester ses propres hypothèses, sur www.hprevot.fr

Si l'on veut réduire la part du nucléaire à 50 %, le remplacement de réacteurs nucléaires en état de fonctionner par des éoliennes et du photovoltaïque nous obligera à dépenser chaque année 7 milliards d'euros de plus aussi longtemps que ces réacteurs pourraient fonctionner. En tout cela fera donc, pour le surcoût de l'éolien et du photovoltaïque, 14 milliards par an soit près de 3 centimes d'euro par kWh. Vouloir se passer de nucléaire coûterait encore beaucoup plus cher.

Selon ces recherches, seul le nucléaire est en mesure de produire suffisamment d'énergie pour alimenter une économie circulaire. Sur quelles énergies ou politiques énergétiques devrait reposer une économie pour être "durable" et "circulaire", sans gaspillage ni exploitation minière ?

Pour limiter la hausse des températures à 2°C en moyenne, il faudra produire de l'énergie sans émissions de CO2 ou stocker le CO2 causé par la combustion des produits pétroliers, de gaz et de charbon. Les possibilités de la biomasse et de l'hydraulique sont limitées. La production éolienne et photovoltaïque demande d'énormes moyens de stockage d'électricité et utilise des matériaux dont certains sont en quantité limitée et dont l'exploitation et la mise en forme consommeront de l'énergie. Pour répondre aux besoins des

pays en développement les scénarios supposent donc, en général, que l'on stocke des quantités de CO2 colossales : par exemple, pour les scénarios des familles Image et Message, en 2100, les quantités de CO2 à stocker seraient de 15 à 50 milliards de tonnes par an selon le niveau de consommation d'énergie. Ces hypothèses de stockage de CCS ne paraissent pas réalistes.

Sauf à refuser aux pays en développement le droit d'augmenter leur consommation d'énergie, on ne pourra limiter la hausse de température à moins de 2 °C qu'en développant massivement la production nucléaire. Comme le montre le scénario de l'association GISOC, c'est techniquement possible car la technique de « surgénération » permet de créer autant de combustible nucléaire qu'on en consomme et de recycler une bonne partie des produits de la réaction nucléaire. On ne manquera donc pas de matière première. De plus le nucléaire consomme beaucoup moins d'espace et de matériaux que les éoliennes et le photovoltaïque. C'est une composante essentielle de l'économie circulaire dont a besoin un monde où les ressources matérielles sont limitées. Certes, les conditions ne sont pas encore réunies pour qu'un tel développement soit possible.

Les écologistes soutiennent depuis des décennies que l'énergie est trop bon marché et doit être rendue plus chère afin de protéger l'environnement. Quels sont les risques de cette hausse du prix de l'énergie ?

On pourrait peut-être nous démontrer qu'une hausse du prix de l'énergie, tout compte fait, en tenant compte des effets de tous ordres directs et indirects augmente le bien-être de la société. Par exemple, un sociologue nous dira que, si le carburant est très cher, les gens retrouveront la joie de se retrouver dans le café du quartier ou sur la place du village plutôt que d'aller dans leur maison de campagne ou d'aller visiter un pays étranger. D'autres vantent les mérites de la sobriété. Mais ces réflexions mêlent ce qui relève de la morale personnelle (qui, certes, peut incliner à la sobriété) et ce qui relève de la contrainte économique ou réglementaire.

Si le prix de l'énergie est deux fois plus élevé demain qu'aujourd'hui, même si cela ne diminue pas le pouvoir d'achat des ménages, la partie de leur pouvoir d'achat disponible pour autre chose que la consommation d'énergie diminuera. Leur espace de liberté, en quelque sorte, se sera rétréci. C'est d'ailleurs cela qui a déclenché la révolte des Gilets jaunes. Au plan collectif, une augmentation des dépenses relatives à l'énergie laissera moins de moyens disponibles pour la recherche et l'innovation ou pour la diffusion de la culture, par exemple.

Nous ne sommes certes pas condamnés à tomber sous la malédiction qui pèse parfois sur les pays très bien dotés en énergie. Au contraire, sachons tirer parti de nos savoir-faire et mettons-les à la disposition d'autres pays du monde.